

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 22 SEPTEMBRE 2005, CONCLUE AU SEIN DE LA COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE, EN EXECUTION DU PROTOCOLE D'ACCORD DU 13 JUILLET 2005, PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 1 DU 25 JUI 1997, CONCLUE EN EXECUTION DU PROTOCOLE D'ACCORD DU 14 MAI 1997, RELATIVE A L'INSTAURATION D'UNE CLASSIFICATION DES FONCTIONS ET LA DETERMINATION DES SALAIRES MINIMUMS DANS LE SECTEUR HORECA

Art. 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre par "travailleurs", les travailleurs masculins et féminins rémunérés sur base d'un salaire fixe.

Art 2. Dans la convention collective de travail n° 1 du 25 juin 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 mars 1999, le point B. Liaison des salaires minimums à l'indice des prix à la consommation établi pour le Royaume et le point C. Augmentation des salaires minimums et des salaires effectifs, du chapitre VI –Salaires - Classes salariales, sont remplacés par ce qui suit à partir du 1er juillet 2005:

"B. Liaison des salaires minimums à l'indice des prix à la consommation, établi pour le Royaume

Art. 10. Les rémunérations minimums d'application ainsi que la partie des rémunérations effectives correspondant à ces rémunérations minimums sont adaptées, une fois par an au 1er janvier de chaque année civile et ce, pour la première fois au 1er janvier 2004, à l'indice santé, établi mensuellement pour le Royaume par le Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie et publié au Moniteur belge.

Art. 11. Au 1er janvier de chaque année et ce, pour la première fois au 1er janvier 2006, les rémunérations minimums d'application ainsi que la partie des rémunérations effectives correspondant à ces rémunérations minimums seront adaptées en fonction de l'évolution réelle de la moyenne quadrimensuelle de l'indice santé des 12 derniers mois (novembre, année - 1 contre novembre, année - 2).

Le quotient obtenu par la division de l'indice visé de novembre, année -1 par celui de novembre, année -2, mentionne 5 décimales et est arrondi au chiffre supérieur si la sixième décimale est égale ou supérieure à 5.

Art. 12. Les rémunérations minimums indexées sont arrondies comme suit:

1° les rémunérations horaires à 4 décimales après la virgule. Lorsque la 5e décimale est inférieure à 5, il n'en est pas tenu compte. Lorsque la 5e décimale est égale ou supérieure à 5, la décimale à arrondir est augmentée d'une unité.

2° les rémunérations mensuelles sont arrondies à l'eurocent immédiatement supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à cinq. Lorsque la troisième décimale est inférieure à 5, il n'en est pas tenu compte.

C. Augmentation des salaires minimums et des salaires effectifs

Art. 13.

a) Au 1er octobre 2005, les rémunérations horaires minimums et les rémunérations horaires effectives sont majorées de 0,0413 EUR par heure dans le régime des 38 heures/semaine.

Au 1er juillet 2006, les rémunérations horaires minimums et les rémunérations horaires effectives sont majorées de 0,0413 EUR par heure dans le régime des 38 heures/semaine.

Au 1er octobre 2006, les rémunérations horaires minimums et les rémunérations horaires effectives sont majorées de 0,0826 EUR par heure dans le régime des 38 heures/semaine.

Les augmentations salariales seront adaptées au pro rata temporis pour les entreprises qui appliquent un autre régime de durée de travail comme prévu dans l'article 3 de la convention collective de travail du 27 septembre 2001 en exécution du protocole d'accord du 29 juin 2001 concernant la réduction de la durée du travail.

b) Au 1er octobre 2005, les rémunérations mensuelles minimums et les rémunérations mensuelles effectives sont majorées de 6,80 EUR (régime temps plein).

Au 1er juillet 2006, les rémunérations mensuelles minimums et les rémunérations mensuelles effectives sont majorées de 6,80 EUR (régime temps plein).

Au 1er octobre 2006, les rémunérations mensuelles minimums et les rémunérations mensuelles effectives sont majorées de 13,60 EUR (régime temps plein).

Pour les travailleurs à temps partiel, les rémunérations mensuelles minimums et les rémunérations mensuelles effectives sont majorées des montants mentionnés ci-avant au pro rata temporis et aux dates indiquées."

Art. 3. Dans la convention collective de travail n° 1 du 25 juin 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 mars 1999, le point G. du chapitre VII - Grille salariale, est remplacé par ce qui suit à partir du 1er juillet 2005:

"G. Insertion des élèves et étudiants

Les élèves et étudiants, à l'exception des élèves et étudiants d'écoles hôtelières, occupés dans le cadre d'un contrat d'étudiant et qui satisfont aux conditions

stipulées à l'article 17 bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, portant exécution de la loi du 27 juin 1969 portant révision de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs, seront insérés, à partir du 1er juillet 2005, dans deux catégories de fonctions inférieures à celle correspondant à la catégorie de fonctions dans laquelle ils devraient être insérés selon leur fonction de référence."

Art. 4. Dans la convention collective de travail n° 1 du 25 juin 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 mars 1999, l'article 28, chapitre IX - Ancienneté, est modifié comme suit à partir du 1er juillet 2005:

"Art. 28.

§1. Pour l'application de cet article, il y a lieu d'entendre par travailleur: "le travailleur qui est lié par un contrat de travail d'au moins 2 mois tombant dans la période entre le 1er mai et le 30 septembre et dont la durée hebdomadaire de travail est d'au moins des 3/4 d'un emploi à temps plein avec le même employeur dans une station balnéaire, un endroit de cure ou un centre touristique comme décrit à l'article 15 § 1er de la convention collective de travail du 25 juin 1997 relative à la durée du travail et la diminution de la durée de travail".

§2. Pour les travailleurs qui répondent aux conditions mentionnées au §1er du présent article, tous les jours prestés auprès du même employeur et dans la même catégorie de fonctions sont totalisés sur les différentes années civiles d'occupation pour autant qu' il n'y ait pas d'interruption de plus de 2 ans dans l'occupation auprès du même employeur.

Chaque fois que le travailleur totalise 260 jours de travail effectivement prestés (régime des 5 jours) ou 312 jours de travail effectivement prestés (régime des 6 jours) auprès du même employeur et dans la même catégorie de fonctions, il a droit au salaire minimum d'une année de fonction supérieure.

Lorsque le travailleur a parcouru toutes les années de fonction de la classe salariale de la catégorie de fonctions dans laquelle il est repris, il a droit, après chaque prestation de 2.560 jours de travail supplémentaires effectivement prestés, à un salaire minimum majoré de 1%, calculé sur base du salaire minimum à 0 année de fonction."

Art 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er juillet 2005.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être résiliée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et aux organisations y représentées.

28-09-2005

18-11-2005

NR. 77 01/CO/302
N°

2

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 22 SEPTEMBER 2005, GESLOTEN IN HET PARITAIR COMITE VOOR HET HOTELBEDRIJF, IN UITVOERING VAN HET PROTOCOLAKKOORD VAN 13 JULI 2005, TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr 1 VAN 25 JUNI 1997, GESLOTEN IN UITVOERING VAN HET PROTOCOLAKKOORD VAN 14 MEI 1997 TOT INVOERING VAN EEN FUNCTIECLASSIFICATIE EN TOT VASTSTELLING VAN DE MINIMUMLONEN.

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder Paritair Comité voor het hotelbedrijf.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "werknemers" verstaan de mannelijke en vrouwelijke werknemers die bezoldigd worden op basis van een vast loon.

Art. 2. In de collectieve arbeidsovereenkomst nr 1 van 25 juni 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 maart 1999, wordt met ingang van 1 juli 2005 in het hoofdstuk VI - Lonen - Loonklassen, het punt B. Koppeling van de minimumlonen aan het voor het Rijk vastgesteld indexcijfer van de consumptieprijzen en het punt C. Verhoging van de minimumlonen vervangen als volgt :

" B. Koppeling van de minimumlonen aan het voor het Rijk vastgesteld indexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 10. De van toepassing zijnde minimumlonen alsook het gedeelte van de effectiefbetaalde lonen dat overeenstemt met deze minimumlonen worden éénmaal per jaar op 1 januari van ieder kalenderjaar en dit voor de eerste keer op 1 januari 2004 aangepast aan het gezondheidsindexcijfer, maandelijks vastgesteld voor het Rijk door de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Art. 11. Op 1 januari van elk jaar en voor de eerste keer op 1 januari 2006 zullen de van toepassing zijnde minimumlonen alsook het gedeelte van de effectiefbetaalde lonen dat overeenstemt met deze minimumlonen aangepast worden in functie van de reële evolutie van het viermaandelijks gemiddelde van het gezondheidsindexcijfer van de laatste 12 maanden (november, jaar - 1 tegenover november, jaar - 2). Het quotiënt dat bekomen wordt door de deling van het bedoelde indexcijfer van november, jaar -1 en dat van november, jaar -2, vermeldt 5 decimalen en wordt afgerond naar het hoger cijfer indien het zesde decimaal gelijk is aan of groter dan vijf.

Art 12. De geïndexeerde minimumlonen worden als volgt afgerond :

1° de uurlonen op 4 decimalen na de komma. Wanneer het vijfde decimaal lager is dan 5 wordt er geen rekening mee gehouden. Wanneer het vijfde decimaal gelijk is aan of hoger dan 5, wordt het af te ronden decimaal met een eenheid verhoogd.

2° de maandlonen worden afgerond op de onmiddellijke hogere eurocent wanneer het derde decimaal gelijk is aan of groter is dan vijf. Wanneer het derde decimaal lager is dan 5 wordt er geen rekening mee gehouden.

C. Verhoging van de minimumlonen en de effectieve lonen

Art. 13.

a/ Op 1 oktober 2005 worden de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen verhoogd met 0,0413 EUR per uur in de 38-urenweek.

Op 1 juli 2006 worden de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen verhoogd met 0,0413 EUR per uur in de 38-urenweek.

Op 1 oktober 2006 worden de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen verhoogd met 0,0826 EUR per uur in de 38-urenweek.

Deze loonsverhogingen zullen pro rata temporis aangepast worden voor de ondernemingen die een andere voltijdse arbeidsduurregeling toepassen zoals voorzien bij artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 september 2001 in uitvoering van het protocolakkoord van 29 juni 2001 betreffende de arbeidsduurvermindering.

b/ Op 1 oktober 2005 worden minimummaandlonen en de effectieve maandlonen verhoogd met 6,80 EUR (voltijds regime).

Op 1 juli 2006 worden de minimummaandlonen en de effectieve maandlonen verhoogd met 6,80 EUR (voltijds regime).

Op 1 oktober 2006 worden de minimummaandlonen en de effectieve maandlonen verhoogd met 13,60 EUR (voltijds regime).

Voor de deeltijdse werknemers worden de minimummaandlonen en de effectieve maandlonen verhoogd met de hoger vermelde bedragen pro rata temporis en op de aangeduide tijdstippen.

Art. 3. In de collectieve arbeidsovereenkomst nr 1 van 25 juni 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 maart 1999, wordt met ingang van 1 juli 2005 in het hoofdstuk VII - Inschaling, het punt G. vervangen als volgt :

"G. Inschaling leerlingen en studenten

Art. 24bis. De leerlingen en studenten, met uitzondering van de leerlingen en studenten van de hotelscholen, tewerkgesteld met een overeenkomst voor studenten en die voldoen aan de voorwaarden zoals bepaald in artikel 17bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zullen met ingang van 1 juli 2005 ingeschaald worden in

twee functiecategorieën lager dan deze die overeenstemt met de functiecategorie waarin zij volgens hun referentiefunctie zouden ingeschaald worden."

Art. 4. In de collectieve arbeidsovereenkomst nr 1 van 25 juni 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 maart 1999, wordt met ingang van 1 juli 2005 in het hoofdstuk IX - Anciënniteit, art. 28 gewijzigd als volgt :

“Art. 28

§ 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder werknemer : "de werknemer die gebonden is door een arbeidsovereenkomst van minstens twee maanden die vallen in de periode van 1 mei tot 30 september, met wekelijkse arbeidsduur die ten minste gelijk is aan $\frac{3}{4}$ van een voltijdse betrekking met dezelfde werkgever in een badplaats, luchtkuuroord of toeristisch centra zoals omschreven in artikel 15 § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 1997 inzake de arbeidsduur en de arbeidsduurvermindering".

§ 2. Voor de werknemers die beantwoorden aan de voorwaarden vermeldt in § 1 van onderhavig artikel worden alle gepresteerde dagen bij dezelfde werkgever en in dezelfde functiecategorie getotaliseerd over de verschillende kalenderjaren van tewerkstelling zonder dat er een onderbreking in de tewerkstelling van meer dan twee jaar bij dezelfde werkgever mag zijn.

Telkenmale de werknemer 260 effectief gepresteerde dagen (5-dagenstelsel) of 312 effectief gepresteerde dagen (6-dagenstelsel) totaliseert bij dezelfde werkgever en in dezelfde functiecategorie, heeft hij recht op het minimumloon van één hoger functiejaar.

Wanneer de werknemer alle functiejaren in de loonklasse van de functiecategorie waarin hij werd ingedeeld heeft doorlopen, heeft hij na elke 2.560 bijkomende arbeidsdagen effectief gepresteerd te hebben, recht op een minimumloon verhoogd met 1 pct., berekend op het minimumloon bij nul functiejaren."

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2005.

Zij is gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf en aan de daarin vertegenwoordigde organisaties.